



Édito

Faire baisser la température : l'urgence pour les futurs débats

Avec la catastrophe exceptionnelle vécue en France cet été tant en matière de feux de forêts que plus globalement de canicule, il n'y a clairement pas que les territoires qui s'échauffent mais également les esprits. Seule consolation (bien maigre en comparaison des drames vécus) : le recul constaté de la négation du changement climatique. Mais malheureusement, ce petit consensus ne suffit pas à permettre des débats constructifs, pragmatiques mais surtout honnêtes sur tous les enjeux de la transition écologique et énergétique et sur les stratégies à adopter pour à la fois limiter les impacts environnementaux futurs et s'adapter à des changements pour partie inéluctables.

Avec la rentrée et l'amorçage de la campagne d'élection présidentielle, le climat (politique) ne risque pas de s'apaiser, laissant présager des annonces dans tous les sens avec le risque de tomber très souvent dans le simplisme, voire dans le dogmatisme ou la déformation de la réalité. C'est tout le contraire qui est pourtant nécessaire pour l'année qui vient, et pour construire une vraie politique de long terme de transition écologique et énergétique : sans sous-estimer les enjeux ni réduire les ambitions, il faudra plus que jamais rechercher et analyser la complexité des problématiques, les intégrer dans un regard systémique qui éclaire les débats comprenant toutes les dimensions de la réflexion : technique, économique et financière, sociale, sanitaire et géopolitique. Sans dogmatisme et sans *a priori*, on évitera d'abandonner des expertises qui s'avèreront essentielles. Avec raison et pourtant sans compromis sur les objectifs, il est possible de trouver les voies les plus efficaces et consensuelles pour continuer à progresser dans la décarbonation et la réduction des impacts environnementaux des activités humaines. D'autant qu'on a dit et redit, la diversité des solutions et la créativité des innovateurs est telle que les synergies économiques et environnementales sont très largement possibles si tant est qu'on ait l'esprit un peu ouvert. La création d'une chaire de recherche sur la modélisation des risques économiques et financiers liés à la nature (cf. P.7) illustre par exemple très bien l'intérêt qu'ont les entreprises et les Etats à agir dans un domaine à priori plus éloigné d'un modèle classique de rentabilité. On pourrait aussi parler de l'importance

de ne pas toujours chercher à arbitrer entre filières industrielles, de ne pas cloisonner les stratégies industrielles, car à l'image du spatial, de l'IA, de la santé, voire de la Défense, les activités peuvent à la fois impacter mais aussi nourrir les stratégies environnementales. Toutes les échelles d'action et d'initiative doivent aussi continuer à cohabiter : même s'il est intéressant de massifier certaines mesures (comme commencer par attaquer les pollutions des plus gros émetteurs), il faut arrêter de croire que seuls les grands axes de politiques sont les plus efficaces et qu'on ne peut pas remettre en question certaines idées reçues. Une récente note de TerraWater sur la décarbonation des bâtiments montre ainsi que la rénovation énergétique des bâtiments qui s'est imposée comme principal levier climatique pour le bâtiment (en cherchant à réduire les consommations, ce qui paraît logique) a relégué au second plan la question de la substitution des énergies fossiles, le think tank concluant que l'électrification serait un levier technico-économique plus efficace de décarbonation. Enfin, l'actualité nous rappelle continuellement les vulnérabilités de nos économies : au-delà des feux et de la canicule récurrente avec les contraintes hydriques associées (impactant notre souveraineté alimentaire), ce sont ici des pressions sur la fourniture d'hélium qui surgissent, là d'autres restrictions sur des matières stratégiques (aimants, antimoine, engrais...), une dépendance énergétique aussi, des vulnérabilités nouvelles de nos économies interconnectées liées à la météorologie spatiale, des risques sanitaires nouveaux, etc. Autant de sujets sur lesquels l'innovation française et européenne construit des réponses qu'il faut exploiter sans compter. Sans mauvais jeu de mot, il est temps de faire « feu de tout bois » mais avec raison, à bon escient (chaque option pouvant trouver sa pertinence), sans dogmatisme ni anathème. C'est sans doute un vœu pieu que d'envisager des échanges apaisés sur ces sujets complexes, mais l'actualité foisonnante de l'écosystème greentech (au sens large) de ces derniers mois et qui s'annonce d'ores et déjà très riche pour la rentrée (concours d'innovation, nouvelles cohortes de l'EIC Accelerator, des salons majeurs...) est pourtant la confirmation permanente que la transition écologique mérite mieux que des discours simplistes et des mesures idéologiques.